



Corinne Lepage

Projet présidentiel : ce que pourrait être la France en 2017

Avant-Propos

Contrairement à ce que mes compétiteurs voudraient faire croire aux Français, ce n'est pas une crise que nous vivons, pas plus que « des » crises. Nous vivons dans un monde en profonde mutation. Le monde a changé. Nous devons trouver les nouvelles clés pour nous nous transformer tout en apportant des réponses immédiates à nos concitoyens qui vivent dans l'angoisse du lendemain.

C'est pourquoi on ne peut plus se contenter de colmater les brèches à grand renfort de mesurette ou d'effets d'annonce jamais suivis d'actions. Le court termisme auxquels nous ont habitués nos gouvernants touche aujourd'hui ses limites et ne peut que nous conduire toujours davantage dans le mur.

Plus que jamais, il est indispensable de proposer aux Français une vraie vision d'avenir pour eux et pour la France, une vision réaliste, crédible et porteuse d'espoir. Une vision positive et constructive englobant toutes les préoccupations et les attentes des Français et qui devra les prendre tous en compte, individuellement et collectivement, en les intégrant dans les grands défis du monde.

Faire partager cette vision au plus grand nombre de mes concitoyens, voilà l'ambition que j'ai pour cette campagne électorale. Et je pense avoir des atouts particuliers pour le faire, des atouts dont la plupart de mes compétiteurs sont dépourvus.

Le premier, c'est que je suis une femme libre. Je n'ai aucun intérêt personnel ou de caste à défendre, je n'ai d'ascenseur à renvoyer à personne.

Mon deuxième atout, c'est que je suis issue de la société civile. Et cela me permet d'être une observatrice privilégiée des potentiels extraordinaires que recèle la société française à travers le dynamisme de son tissu associatif, la vitalité de ses territoires, l'envie de faire de ses habitants. Je veux être celle qui crée les conditions pour que ces potentialités puissent être libérées, pour que l'initiative et l'innovation soient encouragées, pour que les Français puissent réaliser leurs projets.

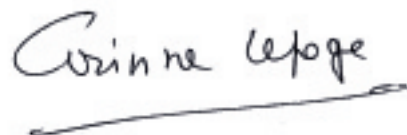
Le troisième atout qui me différencie des autres candidats, c'est que l'exercice du pouvoir n'est pas pour moi une fin en soi. Il est seulement un moyen pour insuffler les changements que je crois salutaires pour les Français et la France. Si j'ai accepté d'être ministre de l'environnement en 1995, ce n'est pas par carriérisme mais parce que j'ai été reconnue pour mes compétences, mon expérience et mon engagement au service de la défense de l'environnement. Si j'ai créé le mouvement Cap 21, ce n'est pas par goût des appareils politiques mais pour rassembler mes concitoyens autour d'une vision humaniste et écologiste de la société que je porte depuis 30 ans. Il me semble que, plus que jamais, le moment est venu de faire partager cette vision à l'ensemble des Français.

Le dernier atout, cela ne vous aura pas échappé, c'est que je suis une femme. Une femme et une mère viscéralement attachée à la vie et à la préservation de la vie. De la vie sous toutes ses formes. De la vie humaine, tout d'abord, et je veux créer les conditions pour que mes concitoyens soient en bonne santé et aient des enfants en bonne santé. De la nature, ensuite, et je veux créer les conditions de la préservation et de la dépollution des milieux naturels et de la biodiversité.

Je veux mettre mon enthousiasme, mon optimisme, ma force de conviction et mon audace au service de ma vision d'avenir pour les Français et la France. Je m'emploierai à démontrer au cours de cette campagne que l'on peut débattre sans combattre, critiquer sans calomnier, plaisanter sans ridiculiser. Je m'engagerai à porter haut les valeurs de tolérance, d'honnêteté, de transparence. Je forme le vœu que les Français, les médias et mes compétiteurs m'encouragent et me suivent sur cette voie.

J'entends associer les Français à mon projet de nouvelle société car ce sont eux qui portent en eux les changements à venir. Avec moi, l'Etat français encouragera et facilitera ces changements à travers sa fiscalité, son épargne, ses lois, ses moyens de contrôle, son devoir de justice et de solidarité, son sens de l'intérêt général, son exigence de transparence et son exemplarité.

En complément à ce texte, je présente la nouvelle France vers laquelle je veux conduire les Français d'ici 2017 s'ils m'accordent majoritairement leurs suffrages. Une France dans laquelle l'épanouissement et le bien-être individuel et collectif seront de nouvelles formes de prospérité. Je m'appuierai, pour y parvenir, sur cinq priorités et 7 leviers dont j'espère vous convaincre de l'urgente nécessité et de la cohérence.

A handwritten signature in dark ink, reading 'Corinne Leforge', with a horizontal line underneath.

I - Une nouvelle approche de l'économie alliant écologie, créations d'emplois et services aux habitants

Je n'ignore pas que le chômage et la crainte de s'y retrouver est l'une des préoccupations majeures des Français. Aussi, je ferai de sa réduction et de son traitement social un des axes majeurs de mon quinquennat.

Pour autant, le moyen sur lequel je compte prioritairement pour réduire le chômage, c'est la création d'activités économiques nouvelles et donc d'emplois. Ces activités doivent répondre aux marchés de demain et non d'hier, lier production locale et filières d'excellence sur les marchés mondiaux, assurer la coexistence des différentes formes d'entrepreneuriat.

Levier 1 : Mobilisation de l'épargne pour financer la transition économique

La réglementation financière actuelle encourage le court-termisme des marchés financiers plutôt que le financement de l'économie de demain et des PME. L'absence de transparence conduit à orienter l'épargne des ménages vers des actifs toxiques.

J'instaurerai la traçabilité des produits d'épargne et des actifs des banques.

La fiscalité des revenus de l'épargne et des banques serait ensuite éco-modulée en fonction des activités économiques financées : le barème privilégiera le financement des PME et les investissements écologique et de long terme, et surtaxera les actifs spéculatifs et le financement d'activités polluantes contraires aux objectifs publics.

Produire local

Je soutiendrai tout d'abord les secteurs économiques qui conjuguent création massive d'emplois locaux et non délocalisables et contribuent au mieux vivre des habitants ainsi qu'au développement des territoires. A savoir :

- Une agriculture durable à haute productivité environnementale et à fort potentiel de création d'emplois reposant sur des circuits courts et la valorisation d'activités rurales complémentaires ;

- Les secteurs de l'artisanat et du bâtiment avec une priorité de développement au logement social et à l'efficacité énergétique ;

- La production décentralisée d'énergie basée sur les énergies renouvelables, par ailleurs, facteur de réindustrialisation et de redynamisation des territoires ;

- Une filière bois renforcée à travers la reconstitution du Fonds forestier national.

Levier 2 : Simplification et verdissement de la fiscalité

La fiscalité des entreprises, des produits et du capital repose aujourd'hui sur la taxation de la création de valeur, avec de multiples niches et exemptions permettant d'injecter des objectifs sociaux ou de contenter des lobbies.

Je simplifierai le système en supprimant les niches et en basculant la fiscalité sur les « coûts externes » (pollutions, spéculation, destruction du tissu économique local) à travers l'éco-modularité* des taxes aussi bien pour les produits et services que pour les entreprises et les revenus du capital.

Cette éco-modularité s'appuiera sur le développement de la comptabilité verte au niveau des entreprises, des produits et services, des collectivités et de l'Etat.

** Le principe d'éco-modularité consiste à conditionner la fiscalité à des critères sociaux, sociétaux et environnementaux.*

Renouer avec des filières d'excellence que produit le génie français

Je conduirai la transition énergétique de la France à travers le programme SOLEIL (Solutions énergétiques d'investissements d'avenir) qui permettra la sortie du nucléaire, la création et le développement de filières françaises du renouvelable, ainsi que l'efficacité et la sobriété énergétique (nouveaux matériaux, compteurs et réseaux intelligents, etc.).

J'assurerai la nécessaire réindustrialisation de la France en faisant des éco-industries et de l'éco-innovation des filières d'excellence française : nouveaux matériaux, transports propres, récupération de matières premières, dépollution, économie circulaire, etc.

L'économie de la santé et du bien-être, comme celle des nouveaux médicaments, doivent être des priorités nationales, tout comme la chimie verte.

Assurer une vraie complémentarité entre grands groupes, PME et Economie Sociale et Solidaire

Je ferai en sorte que nous sortions de la politique du « Tout Pour les Grands Groupes » en inversant le principe en faveur des PME par la réforme fiscale, l'élargissement des pôles de compétitivité aux PME et la réorientation des subventions d'Etat des grands groupes vers les PME.

Enfin, j'encouragerai le développement de l'économie sociale et solidaire à travers des mécanismes d'épargne de proximité incitatifs et le recensement et la démultiplication des initiatives locales qui marchent.

Levier 3 : Nouvelles façons de légiférer

L'inflation législative crée l'instabilité, l'improvisation et l'incohérence. Elle crée un millefeuille incompréhensible pour les citoyens et à l'origine de l'arbitraire. Elle est enfin très coûteuse. Pour ces raisons, de vraies études d'impact appliquées également à l'emploi, à la santé et l'environnement et au coût à long terme pour les finances publiques seront exigées et soumises au conseil de la Société civile avant examen par le Parlement.

De plus, toute nouvelle loi votée s'accompagnera de la suppression minimale de deux lois préexistantes et de tous leurs textes d'application.

Soutenir l'initiative et l'innovation

Pour réussir le pari de cette nouvelle économie, je ferai du soutien aux porteurs d'initiatives et aux créateurs d'entreprise une priorité absolue.

Je simplifierai la réglementation, sans pour autant déréguler, afin de lever les freins administratifs à la création et au développement des entreprises.

J'initierai un programme national de soutien aux start-ups et aux business angels et je créerai un statut protecteur spécifique à la jeune entreprise et au jeune entrepreneur.

Afin de faciliter l'orientation professionnelle des 15-25 ans et leur découverte de la vie sociale et économique, je soutiendrai l'éco-volontariat, le volontariat solidaire et les stages en entreprise ou en association.

J'encouragerai également la création de sociétés coopératives et le principe de la reprise d'entreprise par ses salariés, notamment par la reconnaissance d'un droit de préemption sur le matériel et l'affectation de plus values résultant de la cession des quotas d'émissions lorsqu'il y en a.

Encourager de nouvelles formes d'organisation du travail

L'accélération des changements dus aux nouveaux modes de communication, à la mondialisation des échanges, aux nouvelles façons d'accéder aux connaissances et de les échanger, etc., entraîne et entraînera des bouleversements sans précédents dans les méthodes d'organisation du travail. De plus, elle nécessitera un besoin permanent de réactualisation des connaissances à travers la formation professionnelle. Afin d'accompagner ces changements, voire les anticiper, pour que les Français les vivent le mieux possible, je proposerai des mesures portant sur le soutien aux nouvelles formes de travail et leur financement, sur la formation professionnelle et sur les rapports sociaux au sein des entreprises.

II - Une nouvelle approche de la santé et de l'environnement basée sur la prévention

Pour moi, et je sais que c'est aussi le cas de la majorité des Français, la question de la santé est une question majeure. Pour des raisons humaines évidentes, bien sûr, mais aussi pour des raisons financières car nous sommes confrontés à un risque d'explosion de la Sécurité sociale. Je m'engage à en maintenir le principe et à la réformer dans le sens d'une plus grande efficacité et équité. L'accès de tous aux soins étant un impératif, je lutterai contre les déserts médicaux et j'encouragerai la baisse de prix des médicaments (un même prix pour une même molécule).

Pour autant, si les Français ont heureusement droit à la solidarité nationale lorsqu'ils sont malades, ils ont avant tout le droit de ne pas tomber malades. Il n'est pas admissible en effet que notre alimentation, que l'air que nous respirons et l'eau que nous buvons, que les produits et les technologies que nous utilisons présentent des dangers pour notre santé. Dont certains, de surcroît, sont déjà connus ou fortement pressentis. C'est donc une véritable orientation des politiques de santé vers la prévention que je veux proposer aux Français.

Le lien entre la santé des personnes et la qualité de leur environnement n'étant plus à démontrer, il est clair que cette politique préventive en matière de santé sera menée conjointement à une politique environnementale basée sur la préservation des milieux naturels, des ressources naturelles, de la biodiversité et sur la prévention des risques environnementaux.

La politique de prévention environnementale que je

mettrai en œuvre imposera une application rigoureuse du Règlement Européen REACH et réduira la mise sur le marché et l'utilisation de substances toxiques dans les produits industriels et de consommation (et notamment les produits de cosmétologie).

Une partie des budgets de recherche (notamment le Crédit Impôt Recherche) sera orientée vers la prévention des risques sanitaires et environnementaux (toxicologie, traçabilité, tests, etc.).

Le moratoire sur les OGM en plein champ sera maintenu et la question des risques sanitaires liés aux nanotechnologies sera clairement posée.

Les structures médicales seront réformées pour assurer une véritable politique de prévention en raison de l'explosion des pathologies coûteuses (cancers, affections de longue durée, obésité, etc.).

L'enseignement de la médecine sera réformé et orienté vers la santé environnementale dans une logique de prévention tandis que tout sera mis en œuvre pour éviter des liens trop étroits entre la médecine et les laboratoires pharmaceutiques en renforçant, notamment, l'indépendance de l'expertise par rapport aux laboratoires et aux organes de contrôle.

Levier 4 : Nouvelle comptabilité nationale et affectation des recettes budgétaires

Le changement dans la méthode comptable est une nécessité pour mesurer la réalité des changements dans la richesse française. Les propositions de la commission Stiglitz seront mises en œuvre et un nouvel indicateur de prospérité sera établi à côté du PNB.

Par ailleurs, au niveau de la comptabilité publique, il est impératif de créer des exceptions croissantes à la règle de l'universalité budgétaire qui interdit d'affecter des recettes à des dépenses. Mais le désendettement, la pérennité de certaines politiques publiques comme la transition énergétique, la prévention et la santé, les régimes de retraite imposent le contraire.

Enfin, parce qu'il ne peut y avoir prévention sans information ni formation des consommateurs et des patients, l'éducation thérapeutique des patients sera mise en place de même que, d'une manière plus large, l'éducation de tous à la santé et à l'environnement dans une logique de prévention. Pour cette même raison, la transparence de l'information des consommateurs ainsi que l'étiquetage et les contrôles sur les produits présentant des risques pour la santé et l'environnement seront organisés.

Je créerai par ailleurs les conditions de la sauvegarde

et de l'amélioration du patrimoine naturel de la France qui est immense : eau, air, sols, biodiversité, auxquels il convient d'ajouter le gisement d'énergies renouvelables. La valeur de ce patrimoine devra être connue et mesurée chaque année pour connaître son évolution. Le coût de la destruction ou de la pollution devra être payé. L'investissement dans la reconquête de la qualité des eaux, de l'air, des sols est le meilleur que nous puissions faire pour préparer l'avenir. La biodiversité devra être comptabilisée sans pour autant nécessairement ouvrir sur un marché d'échange d'unités. La reconquête des terres agricoles érodées et l'arrêt du mitage de l'espace naturel seront encouragés. Enfin, notre patrimoine maritime immense (biodiversité, énergie, etc.) sera valorisé, en particulier dans les DOM TOM où un effort particulier de développement sera mis en œuvre.

III - Une nouvelle approche en matière d'éducation, de solidarité et de sécurité

Je ne veux pas que les changements inéluctables auxquels nous assistons ou allons assister soient une source de peur et de sentiment de frustration ou d'impuissance chez mes concitoyens. Je veux les aider, au contraire, à vivre le mieux possible ces changements afin qu'ils en saisissent les opportunités. Pour cela je veillerai au maintien et au renforcement de ces trois grands piliers de structuration de la société que sont l'éducation, la solidarité et la sécurité.

L'éducation

Le rôle de l'éducation devrait être de nous donner des capacités et des compétences pour nous épanouir personnellement, nous aider à bien vivre en société et nous permettre de nous adapter aux évolutions de toutes sortes.

C'est pourquoi j'encouragerai les pratiques pédagogiques qui donnent le goût d'apprendre et qui privilégient l'autonomie, la coopération, l'expérimentation, la socialisation et le civisme tout en valorisant les élèves sur ces critères. L'école devra redevenir un lieu d'enseignement et non d'éducation en ouvrant sur les autres formes d'apprentissage des connaissances. De la petite enfance à l'Université, l'éducation est essentielle. Parce qu'il est le seul moyen d'assurer une égalité des chances dans l'apprentissage de la lecture et de l'écriture, l'enseignement dans les petites classes devra retrouver l'excellence qui a fait sa réputation. De même, un accent tout particulier devra être mis sur l'accompagnement des élèves en difficulté. Enfin, la réforme des Universités devra être menée jusqu'à son terme. Chacun pourra, par le tutorat,

l'accompagnement et la coopération transmettre son savoir et son savoir-faire dans tous les cas où il ne pourra le valoriser directement.

La solidarité

Ma deuxième grande priorité pour permettre à mes concitoyens de bien vivre dans un monde en mutation rapide, c'est la solidarité nationale. Je créerai les conditions de son maintien et de son renforcement mais aussi d'une plus grande efficacité et équité.

La solidarité intergénérationnelle est un impératif. La solidarité familiale devra être assurée par l'indexation des allocations familiales sur les revenus et le nombre d'enfants à charge. Un grand programme « solidarité jeunesse » sera initié afin d'aider les jeunes diplômés à trouver un premier emploi et un premier logement et à obtenir le plus rapidement possible leur autonomie financière. Pour les seniors, une retraite à la carte sera rendue possible et la capacité de disposer d'un taux plein effective. Les transferts des compétences et de savoir-faire des seniors vers les jeunes seront encouragés. Les quartiers et immeubles intergénérationnels devront être démultipliés pour reconstruire les cadres familiaux détruits par la modernité.

Dans notre pays, les victimes de violence et de précarité sont avant tout les femmes. Un programme spécifique de soutien aux femmes victimes de violences avec, comme aux Etats-Unis, des fonctionnaires spécialisés chargés de recevoir les plaintes et de veiller sur la sécurité, sera mis en place. Toutes les formes de discriminations dans les entreprises et dans la société devront faire l'objet de sanctions appropriées, et notamment financières.

Enfin, afin d'assurer aux handicapés la vie la plus normale possible, tout texte voté devra inclure un volet handicapé.

La sécurité humaine

Ma troisième priorité, c'est la sécurité. Elle est le meilleur antidote à la peur qui génère trop souvent des comportements d'agressivité, de repli sur soi ou sur sa communauté d'appartenance et de fuite dans des phénomènes d'addiction ou de dépendance. Sans oublier les états dépressifs dans lesquels elle plonge grand nombre de nos concitoyens. De tels comportements ne peuvent en aucune façon nous aider à mieux vivre dans une société en évolution et en mutation rapides. C'est pourquoi je veux attaquer le mal de la peur à sa racine et créer les conditions d'une sécurité renforcée et plus efficace pour mes concitoyens.

Tout citoyen devra pouvoir exercer sa liberté d'aller et de venir, ce qui signifie que l'Etat ne peut pas tolérer des zones où la sécurité n'est pas assurée. Mais cette sécurité prend sa légitimité dans la société toute entière, laquelle doit l'assurer sans qu'elle relève exclusivement des services de police. Tous les acteurs

de la société, parents, enseignants, corps médical devront être partie prenante de la sécurité collective, chacun à leur place. Dans le même temps, toute organisation de la police politique devra disparaître et les vrais commanditaires et patrons des réseaux de drogue, mafias et de trafics seront traqués grâce aux investigations financières. J'organiserai l'encadrement dans les faits de la police municipale et de la sécurité privée pour aligner au plan national leurs missions, leur modus operandi et le respect de la déontologie. Cela permettra une approche globale de la sécurité. Celle-ci devra être mise en perspective avec la sécurité nationale, la lutte contre le terrorisme et les réseaux internationaux ainsi que la sécurité financière des Français.

IV - Une nouvelle approche de la Justice et de l'exercice du pouvoir

Abus de pouvoir d'une petite caste, trafic d'influence, conflits d'intérêts, détournement de la notion même de pouvoir : une grande part de nos difficultés actuelles vient de l'injustice croissante et des déviances toujours plus grandes par rapport aux principes républicains. Rien ne pourra donc se faire dans notre pays sans la réforme mère de toutes les réformes : celle des pouvoirs et des contre-pouvoirs. Il est grand temps de réinsuffler dans notre pays un véritable élan démocratique et de redonner des pouvoirs aux citoyens : le pouvoir de penser, le pouvoir de s'exprimer et le pouvoir de faire.

Je proposerai pour y parvenir, le non cumul des mandats, la représentation proportionnelle et la reconnaissance du vote blanc. Je proposerai également le rééquilibrage des pouvoirs en faveur de la société civile par une présence accrue de celle-ci dans les organes de décision (commissions d'experts, organismes d'attribution de financements publics, organismes liés à la politique de santé et de solidarité), y compris au sein du gouvernement. J'encouragerai la création d'un « Conseil de la société civile et des générations futures » faisant une part à la représentation des jeunes et doté de véritables pouvoirs et je ferai reconnaître le recours au référendum d'initiative citoyenne.

Je créerai les conditions de la transparence de l'action et des données publiques, notamment par la création de commissions indépendantes, par la réforme du Secret-défense et par le renforcement des pouvoirs de la commission de déontologie.

La justice devra devenir un pouvoir à part entière, indépendant du pouvoir politique. L'autonomie du

Parquet sera assurée par l'élection d'un procureur de la Nation par les trois cinquièmes du Parlement. Le système de nomination au CSM, CSA et Conseil Constitutionnel sera démocratique.

Les élus, y compris le Président de la République, seront soumis au droit pénal commun. Les juridictions d'instruction et leur dotation en moyens de police seront renforcées tandis que l'accès des associations au juge sera facilité.

J'encouragerai le renforcement des droits des salariés, leur participation au Conseil d'administration de leur entreprise et le partage de la richesse créée entre salariés, investissement et actionnaires.

Les droits des consommateurs seront renforcés par une meilleure organisation, la mise en place d'actions de groupe (class actions) et à travers un étiquetage exigeant accompagné d'une sensibilisation à des modes de consommation responsables.

Levier 5 : Responsabilisation des décideurs

Plus les responsabilités sont grandes, moins leurs titulaires courent de risques. C'est la raison pour laquelle la responsabilité doit à tous ceux, personnes publiques ou grands managers, qui font des fautes de gestion graves. La reconnaissance de cette faute exclura tout avantage financier (parachute doré notamment). De la même manière, pour rendre impossible des affaires de type Tapie et mettre un terme à l'inefficacité des rapports de la Cour des Comptes, les ordonnateurs, c'est-à-dire ceux qui décident de la dépense publique, pourront voir leur responsabilité personnelle engagée.

Le principe pollueur-payeur sera appliqué et l'assurance des risques rendue obligatoire.

Enfin, la mise en cause des maisons mères pour leurs filiales en matière sociale et environnementale et la poursuite systématique des responsables personnes physiques et morales des grands scandales sanitaires et financiers sera organisée pour que le contribuable ne soit plus le payeur unique de ce type de délinquance (plus de 20MDS d'euros dans le cas de l'amiante).

La justice fiscale sera assurée par la suppression des niches fiscales injustes, par la lutte contre l'évasion fiscale et les paradis fiscaux et par l'application en France de la législation prévue aux Etats-Unis pour les Américains.

Enfin, l'indépendance de l'expertise sera permise grâce à l'expertise contradictoire et la reconnaissance du statut de lanceur d'alerte.

Levier 6 : Contrôle démocratique de la finance

Les français doivent reprendre aux institutions financières le contrôle sur l'utilisation de leur argent, à la fois comme épargnants, clients et citoyens.

Je soutiendrai la création d'un organisme officiel de défense de l'intérêt des épargnants et clients des banques sur le modèle de l'Institut National de la Consommation et ouvrirai la gouvernance des organismes de supervision des marchés financiers à la société civile.

Une loi de rééquilibrage de la relation banque-clients sera votée, interdisant le prélèvement direct des frais bancaires sans facture préalable et interdisant les objectifs commerciaux chez les conseillers bancaires.

La garantie des dépôts par l'Etat sera soumise à une ouverture des conseils d'administration des banques à la société civile.

V - Une nouvelle maîtrise de notre destin collectif

Il n'est plus admissible que les politiques monétaires soient déterminées par les marchés et les agences de notation et non plus par les pays et l'Union Européenne. Sachant que la spéculation ne profite que de manière marginale au financement de l'économie, il est grand temps de restaurer le contrôle politique sur la finance et d'affirmer la suprématie de l'intérêt général au détriment de celui des spéculateurs.

Des mesures seront prises pour lutter efficacement contre le risque spéculatif et enrayer la déresponsabilisation du système bancaire et financier. En cas de renfouement des banques, l'Etat entrera dans leur capital et disposera d'un droit de regard sur la façon dont l'argent public sera employé par celles-ci. La traçabilité des échanges de flux financiers entre établissements bancaires, de même qu'une information transparente sur la situation des banques au regard des paradis fiscaux seront exigées.

Pour permettre de financer l'économie responsable, des taux directeurs différenciés seront mis en place selon la destination des emprunts afin d'encourager un développement durable conciliant économie, écologie et santé.

La maîtrise de notre destin passe par la maîtrise de notre déficit. Elle sera encouragée par une réforme fiscale ambitieuse, par une nouvelle répartition de la

protection sociale entre l'Etat et l'économie sociale et solidaire, par la redéfinition des priorités de l'Etat en matière de dépenses, par une optimisation administrative et législative, par une clarification des rôles entre l'Etat et ses collectivités locales et par une réforme de l'organisation territoriale de l'Etat au profit des régions.

La maîtrise de notre destin passe aussi par la réduction du déficit et de la dette.

Au niveau européen, nous sommes à la croisée des chemins. L'Euro ne peut survivre que pour autant que deux nouvelles directions soient prises. La première consiste à assurer l'activité économique à un niveau au moins équivalent à celui de l'orthodoxie financière. Cela signifie la révision du statut de la Banque Centrale Européenne (BCE) pour qu'elle soit soumise au contrôle du Parlement européen et pour qu'elle prête directement aux Etats. De plus, il est inadmissible de continuer à accepter le transfert des créances douteuses des banques vers la BCE. La seconde direction à prendre est celle de la cohérence entre les politiques fiscales et budgétaires des différents états de la zone euro. Cela signifie une Europe à plusieurs vitesses désormais incontournable.

Plus largement, la mondialisation doit être repensée dans une optique plus régionale, dans l'idée d'une régionalisation mondiale et d'un équilibre de la balance des paiements entre chaque région. Une juste compensation du dumping social et environnemental est indispensable.

L'autorité politique de la France dans le monde doit être réaffirmée, tout simplement en mettant nos actes en accord avec nos valeurs : lutte contre la corruption et véritable politique d'aide au développement sur le continent africain, accueil des étudiants étrangers et leur maintien en France s'ils le désirent. Il faudra cesser d'être les vendeurs (inefficacités de surcroît) de la technique nucléaire, en particulier dans les pays du Sud. Il faudra également œuvrer pour une politique étrangère européenne indépendante des Etats-Unis et lutter contre les dictatures, quel que soit le prix financier à payer.

Comme le disait George Bernard Shaw : Dans la vie, il y a deux catégories d'individus : ceux qui regardent le monde tel qu'il est et se demandent « Pourquoi ? ». Ceux qui imaginent le monde tel qu'il devrait être et qui se disent « Pourquoi pas ! ».

Le changement de monde nous oblige à imaginer notre adaptation aux nouveaux enjeux écologiques, démographiques et géostratégiques tout en maintenant notre idéal républicain. Nombre de nos concitoyens se sont déjà engagés dans ce nouveau monde. Au politique de permettre que les solutions à succès menées à petite échelle soient étendues, démultipliées et généralisées. Ainsi notre génération aura répondu au vœu le plus profond de ceux qui nous ont précédés : « Laisser la maison plus belle en sortant que

Levier 7 : Réduction de notre déficit et de notre dette

La situation financière de la France ne peut pas durer. Pour revenir à l'équilibre du budget et commencer à nous désendetter, la réforme fiscale réduira massivement les niches fiscales et mettra en place la retenue à la source en fusionnant IRPP et CSG. Les dépenses de l'Etat seront réduites en commençant par les mesures exemplaires et symboliques en terme de rémunération et de train de vie, puis en redéfinissant les missions prioritaires (éducation, santé, justice, police) qui bénéficieront de redéploiement pour continuer à réduire, sans systématisme, le poids de la fonction publique. Le renforcement de la décentralisation permettra de supprimer des doublons et de valoriser les emplois déjà créés au niveau local. Pour les dépenses sociales, le partage public privé sera revu pour éviter que le public n'assume que les missions les plus coûteuses. Les propositions de la Cour des comptes seront suivies d'effet.

Dans le même temps, l'investissement sera encouragé pour éviter la récession. La répartition du Grand emprunt sera revue pour aller de manière privilégiée vers les PME et les secteurs d'avenir cependant que toutes les subventions qui découragent le travail en France (notamment les aides à l'internationalisation des grands groupes) ou/et favorisent la pollution seront supprimées et réaffectées.

nous ne l'avons trouvée en entrant », comme le dit Georges Steiner ou, plus simplement, assurer à nos enfants une vie encore meilleure que la nôtre.

2017

Ce que pourrait être la France

En 2017, la France a changé et repris confiance en elle et en son destin. Le souhaitable est devenu réalité. Cette transformation radicale a été rendue possible par la réforme, mère de toutes les autres, **celle des rapports de force dans la société. Les lobbies ne font plus la loi**, ni à l'égard des politiques, ni dans l'économie, ni dans les domaines sanitaires et scientifiques, ni dans les médias. La classe politique n'est plus « hors-sol » et les élus nationaux ne bénéficient plus d'aucun privilège. Le pouvoir judiciaire est enfin reconnu, cependant que l'indépendance des médias à l'égard des grands groupes industriels, comme du pouvoir politique, est garantie.

La France de 2017 a su redonner leurs droits aux citoyens et rééquilibrer les pouvoirs à tous les niveaux de la société, y compris en donnant aux femmes, qui représentent désormais 40 % des assemblées et du gouvernement, des droits effectifs. De nouveaux moyens d'expression démocratique assurent un réel pouvoir aux citoyens : transparence sur toutes les dépenses publiques, référendum d'initiative populaire, système proportionnel ou reconnaissance du vote blanc, compétence du nouveau Conseil de la société civile et des générations futures. Les consommateurs, grâce à l'action de classe, ont établi de nouveaux rapports de force avec les producteurs. De même les salariés, qui sont désormais actionnaires représentés dans les Conseils d'administration des plus grandes entreprises, peuvent se faire entendre des managers et des actionnaires.

La réduction du poids des lobbies, et par voie de conséquence du trafic d'influence, a permis que des décisions conformes à l'intérêt général à court et à long terme puissent être prises, et ce dans tous les domaines. Le classement de la France dans les indices internationaux de perception de la corruption a progressé spectaculairement. Le « Tout Pour les Grands Groupes » a laissé la place à une croissance sans précédent des petites et moyennes entreprises qui disposent désormais de l'accès au crédit et d'un statut protecteur des créateurs et des entrepreneurs. Le chômage a régressé grâce à une stratégie de reconquête économique et d'innovation qui ne favorise plus les seules entreprises du CAC 40. La France des idées et des projets est repartie.

Dans le domaine financier, le politique a repris la main, permettant le financement de l'économie

par la finance et non l'inverse. Les Français peuvent désormais utiliser leur épargne pour favoriser les projets qu'ils ont choisis, pour des raisons locales ou de filières.

La transition énergétique a réellement démarré dans la mesure où le lobby nucléaire n'exerce plus sa toute-puissance pour interdire la création d'un véritable secteur industriel des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Le programme SOLEIL a donné confiance dans la pérennité des politiques et, de manière plus générale, la France des idées a été remise en marche. L'innovation vient de l'aide aux créateurs, les échanges grâce aux logiciels libres sont devenus autant d'occasions de créer des start-up, des petites entreprises, des coopératives.

La relance des territoires grâce à la décentralisation énergétique est une réalité qui a accompagné un effort sans précédent en faveur du produire local. Celui-ci commence par une agriculture qui a retrouvé ses lettres de noblesse et fait de la haute productivité environnementale un label français. Les circuits courts, qui se sont démultipliés, permettent à la fois des revenus corrects et garantis aux paysans et une alimentation de qualité et moins coûteuse aux consommateurs.

La France de 2017 a engagé son désendettement grâce à une politique fiscale juste qui a contraint les sociétés du CAC 40 à payer normalement l'impôt et qui a supprimé, grâce notamment aux prélèvements à la source de l'IRPP et de la CSG, de nombreuses niches fiscales. Les dépenses de l'État et des collectivités territoriales se sont réduites grâce à un véritable partage des rôles, la définition de priorités dans l'emploi du denier public, la suppression des dépenses somptuaires ou injustes et la responsabilité de ceux qui engagent les dépenses. Ce désendettement n'a pas empêché l'investissement, grâce à la sélectivité, pour encourager ce qui est l'essentiel : l'emploi et la valorisation des ressources.

Le maintien d'un haut niveau de protection sociale a été rendu possible grâce à de nouvelles formes de coopération entre l'État et l'économie sociale et solidaire. Les nouvelles formes d'organisation économique, les systèmes d'échange locaux, le micro crédit se sont démultipliés, permettant la création de très nombreux emplois et une amélioration des conditions de vie pour chacun.

Cette politique a permis à la France de 2017, qui dispose désormais de nouveaux indicateurs de développement et de bien-être, de voir son patrimoine collectif recommencer à croître et les biens publics mis à disposition des citoyens s'améliorer. À « L'environnement ça suffit » a succédé une politique qui fait de la valeur des ressources un indicateur majeur de la richesse collective et de la qualité de vie.

Dans la France de 2017, les Français vont mieux grâce à une politique de prévention systématique, à commencer par la réduction des pollutions et des produits toxiques et une information correcte des consommateurs. L'accès aux soins est désormais possible pour tous, les déserts médicaux régressent, en particulier grâce à la télémedecine dispensée dans des centres médicaux locaux.

La France de 2017 est celle du bien vivre. La valorisation de nos terroirs, la qualité de nos paysages et de la nature, de notre gastronomie et de notre culture ont refait de la France la première destination touristique mondiale, favorisant l'essor économique local. L'amélioration de nos villes, la réduction des pollutions urbaines, le développement des circulations douces, une politique de logement axée sur la réutilisation systématique des friches urbaines et industrielles ont apporté de nombreuses réponses.

En 2017, **l'école républicaine a retrouvé sa finalité première** qui est de transmettre des connaissances et de développer des capacités - apprendre à apprendre, coopérer, etc. - pour s'épanouir personnellement, bien vivre en société et pouvoir s'adapter aux changements de toutes natures. Elle est redevenue une **véritable école de la citoyenneté**, chaque élève en sortant avec une connaissance précise du fonctionnement des institutions. La formation professionnelle, en se transformant pour mieux encourager l'acquisition des compétences et leur renouvellement tout au long de la vie, a contribué à réduire les difficultés à retrouver un emploi.

La France de 2017 garantit la **neutralité de son réseau Internet** et ne censure plus aucun site sans décision judiciaire. Par une **réforme du droit d'auteur**, elle a accompagné la mutation des industries du divertissement et autorise le partage non-commercial de biens culturels. Son secteur public (école, administration, etc.) utilise désormais exclusivement des **logiciels libres**.

La France de 2017 s'est attaquée à toutes les « dettes toxiques » (écologique, climatique, sociale) afin de ne pas faire peser sur les jeunes des charges insurmontables. Une politique en faveur de la jeunesse commence par la responsabilité des adultes dans les dettes qu'ils contractent et qui devront être payées à l'égard des jeunes générations. Mettre un terme à ces dettes est impératif avant même de définir des politiques spécifiques. Les jeunes ne sont pas une clientèle électorale, pas plus qu'une catégorie à part. L'effort fait en faveur de l'éducation, de la création, du portage de projets s'est d'abord fait en leur direction.

La France de 2017 est une France dont les Français sont fiers parce qu'elle a renoué avec les

idéaux de la république - liberté, égalité, fraternité et laïcité - dont elle ne fait pas des slogans mais des actes. Dans une Europe qui a décidé de faire du politique et du social son objectif sans se limiter à l'orthodoxie financière ou au libéralisme, la France joue pleinement son rôle parce qu'elle a reconquis sa liberté de manoeuvre. Elle a pu oeuvrer en faveur d'une mondialisation régionale qui reconnaît la nécessité de compenser le dumping social et environnemental ainsi que d'une construction européenne qui assure la cohérence des politiques fiscales et sociales. L'abandon de toute politique post colonialiste a permis à la France de retrouver la confiance de ses partenaires.

La France de 2017 est optimiste, confiante et rassemblée. Comme l'écrivait Peter Drucker : « La meilleure façon de prédire l'avenir, c'est de le créer ».

Corinne Lepage

<http://www.corinnelepage.fr/>
<http://twitter.com/corinnelepage>

Contact

Confluence
45 rue de Courcelles
75008 Paris
Tél : 01 40 07 96 68

François Damerval
Tél : 06 63 88 58 44
presse@corinnelepage2012.fr

Siège de campagne

49, rue Liancourt
75014 Paris
Tél : 01 56 53 99 00
contact@corinnelepage2012.fr